12SB 487, Hazard 229

VARIA TURCICA
XIII

Première Rencontre Internationale sur l'Empire Ottoman et la Turquie Moderne,

Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Maison des Sciences de l'Homme, 18-22 janvier 1985.

I. Recherches sur la ville ottomane : La cas du quartier de Galata.
II. La vie politique, économique et socio-culturelle de l'Empire ottoman à l'époque jeune-turque.

Ouvrage édité par Edhem ELDEM
et publié par l'Institut Français d'Études Anatoliennes

ÉDITIONS ISIS
ISTANBUL-PARIS
1991

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

12 SB 487, Kapsel (22)

Universitäts- und Landesbibliothek · Wissenschaftsgeschichte Orient
Halle
Zweigbibl.
Ma 1

TABLE DES MATIÈRES

Jean-Louis BACQUÉ-GRAMMONT, Avant-Propos

I. Recherches sur la ville ottomane : Le cas du quartier de Galata

Michel BALARD, Bilan des publications sur Péra-Galata à l'époque génoise
Halil İNALCIK, Ottoman Galata (1453-1553)
Stephane YERASIMOS, Galata à travers les récits de voyage (1453-1600)
İlber ORTAYLI, La vie quotidienne des missions étrangères à Galata
Edhem ELDEM, Négociants français à Galata (1730-1760) : quelques aspects sociaux des mécanismes du commerce français de Constantinople
Nora ŞENİ, Les levantins d'Istanbul à travers les récits des voyageurs du XIXe siècle
Riva KASTORYANO, Passage par Galata : mobilité sociale des Juifs d'Istanbul
Robert MANTRAN, Les fontaines de Galata
Atilla YÜCEL, Galata-Péra : notes préliminaires sur les processus urbanistiques et visage architectural au XIXe siècle
Esther BENBASSA, L'école de filles de l'Alliance Israélite Universelle de Galata (1879-1912)
Paolo CUNEO, Note sur le "projet Galata" de l'Université de Rome
İbrahim ÇAĞLAR, Premiers résultats d'une enquête sur l'histoire orale du quartier de Galata

II. La vie politique, économique et socio-culturelle de l'Empire ottoman à l'époque jeune-turque

Mehmet Şehmus GÜZEL, Prélude à la "révolution" jeune-turque : la grogne des casernes
M. Şükrü HANİOĞLU, The Young Turks on the Verge of the 1908 Revolution
Paul DUMONT, Une délégation jeune-turque à Paris
Sina AKŞİN, Notes on Kâzım Karabekir's *Committee of Union and Progress* (1896-1909)
Server TANİLLİ, Le tournant de 1913 dans l'histoire de l'"Union et Progrès"
Stephane YERASIMOS, La question du Pont : première phase (1912-1918)
Erik Jan ZÜRCHER, The Last Phase in the History of the Committee of Union and Progress (1923-1924)
İlber ORTAYLI, Les Jeunes-Turcs et l'influence allemande
Jacob M. LANDAU, Les Jeunes-Turcs et le Sionisme : une reconsidération
Jacques THOBIE, Jeunes-Turcs et haute finance

15/2012/09/194

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

Jacob M. LANDAU

LES JEUNES-TURCS ET LE SIONISME : UNE RECONSIDÉRATION

L'histoire ne nous a encore pourvus d'aucune étude définitive sur l'attitude adoptée envers le Sionisme par les Jeunes-Turcs ou, plus précisément, par le Comité Union et Progrès (C.U.P.)[1]. Cet article ne prétend pas donner une réponse définitive sur ces attitudes mais essayera plutôt de décrire et d'analyser leurs caractéristiques les plus prépondérantes. Ceci nous apparaît comme particulièrement nécessaire car aussi bien les témoins occulaires que les analystes conséquents diffèrent considérablement dans leurs interprétations. La plupart des positions adoptées sont en fait diamétralement opposées.

Une école de pensée maintient que les Jeunes-Turcs étaient essentiellement d'ardents pro-sionistes, ouvertement ou non. Cette approche a été largement caractéristique de certains opposants du C.U.P. pendant la décennie au cours de laquelle ce parti occupait une place centrale dans la vie politique ottomane. L'affirmation exprimée par cette tendance peut être résumée par l'argument non fondé que les sionistes furent à l'origine du complot contre le Sultan Abdülhamid II, pour le punir de son refus d'accorder à Herzl une charte sur la Palestine. De manière à appuyer cette revendication, ses partisans exagérèrent considérablement l'implication juive dans les stades préparatoires de la révolution des Jeunes-Turcs ; argument qui a été replacé dans une perspective historique adéquate par un récent article de feu David Farhi[2]. Ils ont aussi exagéré la participation juive aux activités du C.U.P., argument qui a déjà été réfuté il y a vingt

1. Deux livres sur le C.U.P. doivent être mentionnés plus particulièrement : Feroz Ahmad, *The Young Turks ; The Committee of Union and Progress in Turkish Politics 1908-1914* Oxford, 1969 ; et G. Z. Aliyev, *Turtsiya v pyeriod pravliyeniya Mladoturok (1908-1918 gg.)* Moscou, 1972. Les deux ne se réfèrent point au Sionisme. Je n'ai pas réussi à consulter V. I. Shpilkova, *Mladoturyetskaya ryevolutsiya 1908-1909 gg.* Moscou, 1977.

2. David Farhi "Yĕhudey Saloniqi bĕ-Mahapekhat haTurkim haTz'irim", *Sefunot*, 15 (1981), pp. 137-138.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

ans par Bernard Lewis[3] et par Elie Kedourie dix années plus tard[4].

Aussi bien pendant qu'après la première guerre mondiale, cette manière de voir était courante non seulement parmi les journalistes et politiciens turcs et arabes, comme l'a demontré Neville Mandel[5], mais aussi dans l'entourage du gouvernement britannique, comme l'a rapporté Isaiah Friedman[6]. De même, cette opinion trouva des échos chez plusieurs historiens et journalistes turcs de la génération postérieure à la mort de Mustafa Kemal, quand il devint au goût du jour de regretter le temps d'Abdülhamid II et de dénigrer les Jeunes-Turcs. Parmi ses défenseurs on trouvait Cevat Rıfat Atılhan[7], un officier militaire devenu journaliste antisémite[8], ainsi que d'autres[9].

Une deuxième école part d'une approche opposée affirmant que les Jeunes-Turcs — et spécialement la direction du C.U.P. — adoptèrent une position d'un anti-sionisme radical. Les arguments avancés par cette école sont relativement plus fondés puisqu'ils reposent sur des preuves plus vérifiables, en l'occurrence des mesures et des décisions prises par les dirigeants ottomans. Cette école nous rapporte les soupçons de plusieurs dirigeants du C.U.P. envers l'intention du mouvement sioniste d'établir un important centre juif en Palestine et leur appréhension qu'il ne se transforme en une entité politique qui ferait sécession de l'Empire ottoman. L'existence de tels doutes et appréhensions est mentionnée de nombreuses fois dans les rapports de Victor Jacobsohn, représentant à Istanbul de l'Organisation Sioniste Mondiale, ainsi que d'autres actuellement répertoriés aux Archives Centrales du Sionisme à Jérusalem[10]. Les différentes mesures anti-sionistes qui furent prises — interdiction aux Juifs d'acquérir des terres en Palestine, discours anti-sionistes adressés au par-

3. Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Londres, 1961, pp. 208-209.

4. Elie Kedourie, "Young Turks, Freemasons and Jews", *Middle Eastern Studies*, 7, n° 1 (janvier 1971), pp. 89-104.

5. Neville J. Mandel, *The Arabs and Zionism Before World War I*, Berkeley, 1976.

6. Isaiah Friedman, *The Question of Palestine, 1914-1918 : British-Jewish Arab Relations*, Londres, 1973, pp. 54-55. Voir aussi Friedman, *Germany, Turkey and Zionism, 1897-1918*, Oxford, 1977.

7. C. R. Atılhan, *31 Mart faciası*, Istanbul, 1956. Idem, *İttihad ve Terakki'nin suikastleri*, Istanbul, 1971.

8. Voir mon livre *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden, 1974, pp. 185-186.

9. Par exemple, Hikmet Tanyu, *Tarih boyunca Yahudiler ve Türkler*, Istanbul, 1976, I, p. 615. Cemal Anadol, *Siyonizmin oyunları*, Istanbul, 1978, pp. 88-93.

10. Quelques rapports de Jacobsohn sont mentionnés dans les travaux de Mandel et de Friedman. On peut y ajouter le rapport de A. Ruppin à l'Office Central de l'Organisation Sioniste, daté de septembre 1917 ; voir les Archives Centrales du Sionisme (ACS), Jérusalem, Z 3/66.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

lement ottoman en mars et mai 1911[11], et le démantèlement des groupes sionistes à Istanbul en avril 1914[12] — sont toutes des indications de l'échec du Sionisme organisé à dissiper les craintes des autorités ottomanes.

Pareillement, certaines démarches officielles à l'encontre du Sionisme ont été diversement interprétées comme le résultat des activités de propagande arabe, tout particulièrement de celle des Arabes syriens et palestiniens. Mandel, par exemple, expose très brièvement les soupçons des dirigeants ottomans à l'encontre des visées politiques sionistes, mais s'étend longuement sur la contribution arabe à l'intensification de ces soupçons à travers leur violente propagande contre l'achat de terres en Palestine par les Juifs[13]. Manifestement, l'approche de Mandel est conditionnée par le sujet de sa recherche sur les Arabes et le Sionisme, qui n'entendait pas initialement inclure l'investigation de la politique ottomane a l'égard du Sionisme. Récemment, son interprétation s'est vue renforcée par la mise à jour et la publication de nouveaux documents par des érudits menant une recherche sur le mouvement national arabe[14]. Cependant, bien que cette seconde école ait basé ses études sur une meilleure documentation que la première et que sa sélection de faits paraisse avoir été plus soigneusement travaillée, ses conclusions restent encore trop extrêmes. Elle a à peine considéré la modération dans la politique ottomane envers le Sionisme juste avant la fin de la première guerre mondiale quand le gouvernement escomptait une aide financière juive extérieure[15], ou les événements de décembre 1917 et janvier 1918 quand Talat Paşa, l'un des dirigeants du C.U.P. et alors grand vizir, indiqua brièvement[16] une certaine tendance à s'accomoder avec le Sionisme dans le but de réagir à la déclaration Balfour[17].

Se référant aux sources citées plus haut et à d'autres encore, on pourrait en déduire que la seconde approche semble la plus proche de la vérité historique. La solution se trouve très probablement dans les archives otto-

11. Voir ACS, dossiers Z 2/427, Z 3/43-44, Z 3/796, Z 3/826-28.
12. ACS, Z 3/48, télégramme de Lichtheim daté de Péra, le 11 avril 1914.
13. Mandel, *op. cit., passim*.
14. Rashid Khalidi, "Arab Nationalism in Syria. The Formative Years, 1908-1914" dans W. W. Haddad et W. Ochsenwald, éds., *Nationalism in a Non-National State : The Dissolution of the Ottoman Empire*, Columbus, 1977, pp. 207-237. Ann Lesch, "The Origin of Palestine Arab Nationalism", *ibid.*, pp. 265-290.
15. Voir Mandel, *Arabs and Zionism*, pp. 163 et suiv.
16. I. Friedman, "The Austro-Hungarian Government and Zionism", *Jewish Social Studies*, 17, n° 4 (octobre 1965), pp. 241-242.
17. *Ibid.*, pp. 236-39. ACS, 3/1486, le rapport de Julius Becker, daté du 24 décembre 1917. À propos de Becker et de son entrevue avec Talat, voir Friedman, *The Question of Palestine*, p. 296.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

manes, dont l'examen minutieux pour les années 1908-1918 reste encore à faire — bien qu'une importante ébauche ait été effectuée par le Professeur Tarık Zafer Tunaya[18]. Ainsi même, une étude récente du Dr Mim Kemâl Öke, *Siyonizm ve Filistin sorunu (1880-1914)*[19] — basée sur la presse ottomane, des mémoires et des documents d'archives — soutient objectivement l'évidence de l'opposition au Sionisme des dirigeants du C.U.P. Cependant cette opposition ne fut pas continuellement sans relâche, affectée qu'elle fût par des considérations tactiques, bien qu'elle ait fait preuve d'une consistance assez homogène.

Si l'on essaie d'expliquer les raisons qui motivèrent les attitudes officielles à l'égard du Sionisme, on ne peut se contenter de faire référence aux échecs sionistes ou aux succès arabes à présenter leurs thèses respectives. Ces explications ont leur valeur, mais on peut difficilement considérer qu'elles touchent vraiment le fond du problème. Une compréhension plus complète nous sera fournie par l'examen, d'une part de l'aspect pragmatico-idéologique de la politique générale du C.U.P., et d'autre part de l'attitude adoptée vis-à-vis du Sionisme par d'influents Juifs ottomans.

Le problème clef en ce qui concerne l'Empire ottoman durant les vingt premières années du siècle a été de survivre face au déclin de sa puissance militaire, de sa situation économique et de ses relations internationales. La question fréquemment posée était "Comment pouvons-nous sauver l'État ottoman ?" La nécessité vitale de trouver une réponse causait une inquiétude fondamentale aux dirigeants du C.U.P., ce problème devenant d'autant plus urgent à la suite des révoltes à l'intérieur de l'Empire et de l'agression armée aux frontières. Dans une telle situation, la méfiance des cercles officiels à l'encontre des mouvements nationalistes parmi les minorités de l'Empire devint un élément majeur dans l'orientation de la politique intérieure et extérieure.

Peu de chefs de file du C.U.P., particulièrement parmi les dirigeants influents, avaient une *Weltanschauung* bien formulée. Les idéologies qu'ils présentaient étaient plutôt pragmatiques, adaptées aux avantages de l'Empire et aux leurs. Ce pragmatisme n'était pas inhabituel à la direction politique ottomane et on le retrouvait aussi dans d'autres domaines. Dans notre propre contexte, il est déterminant de noter que les différentes idéologies de l'élite gouvernante de l'ancien Empire ottoman étaient toutes susceptibles d'excercer diverses influences sur l'attitude officielle à l'égard du Sionisme.

Quand le C.U.P. prit le pouvoir en 1908-1909, le Panislamisme avait

18. T. Z. Tunaya, *Türkiye'de siyasal partiler*, 2e édition, Istanbul, 1984, I, pp. 555-564.
19. Istanbul, 1982.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

été l'idéologie entretenue non sans succès par Abdülhamid II. Le principe de base du Panislamisme était d'encourager le rapprochement de tous les musulmans, sous l'égide du sultan, dans le dessein de renforcer son pouvoir dans les affaires intérieures et extérieures. Les Jeunes-Turcs hésitèrent cependant à diriger leurs efforts principaux dans l'optique d'une idéologie émise par leur pire ennemi, Abdülhamid II, d'autant plus qu'ils savaient qu'ils manquaient de son prestige et son autorité. De plus, on pourrait douter avec raison de leur piété. Cependant ils prirent soin de ne pas renier publiquement l'Islam, pour ne pas s'aliéner les nombreux musulmans à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Empire. De même, ils estimèrent à sa juste valeur le moyen de pression que leur procurait l'Islam et particulièrement le Panislamisme sur différentes puissances, et en premier lieu sur la Grande-Bretagne et la France dont la domination comprenait de nombreux musulmans[20]. Par conséquent, les dirigeants du C.U.P. continuèrent à employer les services des agents du sultan précédent, bien que certaines activités du Panislamisme eussent alors comme intention principale de servir de déguisement à d'autres objectifs[21]. D'ailleurs ils développèrent progressivement deux idéologies alternatives, l'Ottomanisme et le Panturquisme.

L'Ottomanisme consistait en un effort à outrance, dirigé d'en haut, pour unifier l'Empire contre les dangers qui lui faisaient face, en essayant de convaincre tous les habitants qu'ils étaient des citoyens égaux en droit et en devoir, et mobiliser ainsi leur loyauté à une patrie commune. Ceci devait être réalisé par la fusion de tous les peuples de l'Empire en une seule unité, menée par une direction turque centralisée[22]. Cependant l'application de cette idéologie ne satisfaisait ni les Turcs ni les autres éléments : les premiers redoutaient la perte de leurs privilèges dans un système de parité, tandis que les seconds la désapprouvaient et protestaient avec véhémence contre la turquisation imposée[23]. Pendant les premières années du gouvernement du C.U.P., la turquisation comprenait la culture aussi bien que le commerce et les affaires. Ceci signifiait l'imposition de la langue turque dans l'éducation et la vie économique en tant que politique officielle de l'État. Bien que l'Ottomanisme ait été destiné à

20. "Exploiting the Crescent : Pan-Islamic Aims", *The Times*, 17 avril 1915.

21. Par exemple, Muçafir, *Notes sur la Jeune Turquie*, pp. 81-88. René Pinon, *L'Europe et la Jeune Turquie : Les aspects nouveaux de la question d'Orient*, Paris, 1911, pp. 134-136.

22. Voir Muçafir, *Notes*, pp. 36-55. Pinon, *L'Europe et la Jeune Turquie*, pp. 122 et suiv.

23. Joseph Pomianowski, *Der Zusammenbruch des Ottomanischen Reiches : Erinnerungen an die Türkei aus der Zeit des Weltkrieges*, Zürich, 1928, pp. 28-30. Elie Kedourie, *England and the Middle East : The Destruction of the Ottoman Empire 1914-1921*, Londres, 1956, pp. 59 et suiv.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

l'ensemble de la population de l'Empire, c'est aux musulmans qu'il s'adressait en particulier, comme une combinaison entre l'Ottomanisme et l'Islam (ou le Panislamisme)[24]. Après tout, l'élite régnante avait plus en commun avec les musulmans de l'Empire (de par la religion, évidemment) qu'avec les non musulmans.

Certains dirigeants du C.U.P. commencèrent à reconsidérer leurs positions, à cause de l'agitation nationaliste parmi les différents peuples de l'Empire, de la non-identification de ces peuples avec l'Empire et de leur réserve évidente sur la politique d'ottomanisation. Ceci conduisit à l'adoption d'une nouvelle politique, le Panturquisme, comme idéologie principale de l'État, allant de pair avec le déclin du Panislamisme et de l'Ottomanisme. Le principal objectif du Panturquisme était d'essayer d'obtenir le rapprochement des Turcs de l'Empire et de ceux qui étaient en dehors (dans l'Empire czariste, la Chine, l'Iran, la Grèce, Chypre et ailleurs). Ce rapprochement, qui laissait entrevoir une réunion possible dans l'avenir, servait principalement à renforcer les Turcs en tant que gouvernants de l'Empire ottoman et à susciter leur soutien dans les affaires intérieures et extérieures[25]. Dans cette perspective, la turquisation dirigée fut intensifiée[26], c'est-à-dire que cette politique fut appliquée au-delà du niveau culturel et historique et de plus en plus rattachée au système économique, comme par exemple dans la campagne systématique qui visait à favoriser les relations d'affaires entre Turcs. Dans les affaires étrangères, ceci se traduisit par un changement d'orientation significatif, plus précisément une tendance à compenser les pertes de l'Empire en Afrique (principalement en Libye et en Tunisie) et en Europe (surtout dans les Balkans), par le rassemblement d'un soutien en Asie et dans le sud de la Russie[27]. Les objectifs militaires de l'Empire ottoman pendant la première guerre mondiale furent de bons exemples de cette volte-face, comme nous le montre l'effort militaire concentré sur les percées en Russie du sud[28]. Enver Paşa, alors ministre de la Guerre, était le plus fervent défenseur du Panturquisme et son élément le plus actif dans les milieux dirigeants de l'Empire ottoman.

24. Voir Ahmad, *The Young Turks*, pp. 154 et suiv.

25. À propos du Panturquisme, voir, par exemple : Yusuf Akçura, *Türk yılı*, Istanbul, 1928 ; Gotthard Jäschke, "Der Turanismus der Jungtürken : zur osmanische Aussenpolitik im Weltkriege", *Die Welt des Islams*, 13 (1941), pp. 1-53 ; Hüseyin Namık Orkun, *Türkçülüğün tarihi* ; Istanbul, 1944, C. W. Hostler, *Turkism and the Soviets : The Turks of the World and Their Political Objectives* ; Londres, 1957, J. M. Landau, *Pan-Turkism in Turkey*, Londres, 1981.

26. Edwin Pears, "Turkey, Islam and Turanianism" *The Contemporary Review*, 114 (octobre 1918), pp. 374 et suiv.

27. "Turkey, Russia and Islam", *The Round Table*, (décembre 1917), pp. 110 et suiv.

28. M. Larcher, *La Guerre turque dans la guerre mondiale*, Paris, 1925.

Universitäts- und Landesbibliothek · Halle · Zweigbibl. · Ho 1 · Vorderer Orient

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

En pratique, l'idéologie panturque ne remplaça pas totalement le Panislamisme et l'Ottomanisme, mais les réduisit plutôt à un rang inférieur, coexistant avec eux sur le plan stratégique et tactique de manière manifestement pragmatique. Chacune des trois idéologies régissait une politique spécifique : le Panislamisme encourageait les relations entre Arabes et autres musulmans de l'Empire et une multitude de musulmans à l'extérieur ; l'Ottomanisme continuait à guider la politique intérieure envers les minorités de l'Empire ; tandis que le Panturquisme devint la base des liens avec les groupements d'origine turque (en Russie czariste et ailleurs), dont les sympathies envers l'Empire ottoman allaient en se renforçant[29].

Il n'est pas vraiment besoin de s'attarder sur le fait que ces idéologies officielles, aussi bien ensemble que séparément, allaient contre les intérêts des Juifs et, encore plus, contre le Sionisme. Les Juifs n'étaient assurément ni musulmans ni d'origine turque ; et de plus, les Sionistes devinrent suspects aux yeux des membres du C.U.P. à cause de leurs revendications politiques apparemment anti-ottomanes. Dans ce dernier contexte, l'activité au grand air du Sionisme organisé renforçait les soupçons officiels, en ce qui concernait l'intention des Sionistes d'établir une unité politique susceptible de devenir un État indépendant. À la même époque, les Arméniens, les Arabes et d'autres déployaient leurs efforts nationalistes par des activités clandestines, quoiqu'ils ne déclaraient ouvertement que leur désir pour une décentralisation. Cette approche différente donna matière à la propagande anti-sioniste chez les Arabes dont la conscience nationaliste commençait alors à s'éveiller. Ces Arabes ne cachaient pas seulement leurs propres aspirations nationalistes mais employaient aussi adroitement le lien commun de l'Islam dans leur propagande. Après tout, les Turcs et la grande majorité des Arabes appartenaient à la même *millet*. De plus ils partageaient la même expérience, non seulement en religion, mais dans bien d'autres domaines de la pensée et de la vie pratique profondément imprégnées par l'Islam. Des études récentes, notamment celle du Professeur Dawn[30], signalent que le mouvement national arabe comprenait des cercles assez restreints, tandis que la plupart des Arabes vivant dans l'Empire ottoman restaient en premier lieu loyaux au sultan et à son régime. Dans une étude sur le chemin de fer du Hejaz, j'arrivais moi-même à la même conclusion à propos de la loyauté

29. Hary Luke, *The Making of Modern Turkey : From Byzantium to Angora*, Londres, 1936, p. 157.

30. C. E. Dawn, *From Ottomanism to Arabism : Essays on the Origins of Arab Nationalism*, Urbana, 1973, chapitres 5-6.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

arabe envers l'Empire ottoman[31]. Il y avait d'ailleurs des Turcs de l'élite gouvernante qui approuvaient la coopération de grande envergure avec les Arabes comme un moyen de renforcer l'Empire et peut-être aussi de le maintenir[32]. Le livre turc d'Ömer Seyfeddin, paru en 1914, et intitulé *Yarınki Turan devleti*, en fut un exemple marquant. L'auteur (1884-1920), écrivain et poète turc renommé, était très engagé dans les cercles adeptes du Panturquisme[33] et son œuvre leur sert d'inspiration aujourd'hui encore. Il décrit avec enthousiasme l'utopie[34] d'un État gouverné conjointement par les élites turques et arabes.

Dans un tel contexte politique et social, le pouvoir politique juif était trop insignifiant pour avoir le moindre impact déterminant sur les affaires publiques. De plus, le Sionisme organisé ne parvenait pas à convaincre les dirigeants ottomans de son attitude bien intentionnée à l'égard de l'Empire. Le Dr Victor Jacobsohn, un directeur de banque, était le représentant semi-officiel de l'Organisation Sioniste Mondiale à Istanbul[35]. Il s'efforçait continuellement de convaincre les chefs du C.U.P., d'une part de ce que les Juifs ottomans étaient fidèles à l'Empire et, d'autre part de ce que le Sionisme n'avait aucune visée et ne prenait aucune mesure qui pût entacher l'intégrité de l'Empire. Les Jeunes-Turcs étaient cependant très méfiants vis-à-vis des mouvements nationalistes dans l'Empire et ils considéraient certains d'entre eux comme séparatistes (non sans justification, d'ailleurs). C'est pourquoi, d'après ce qu'ils savaient des activités politiques de l'Organisation Sioniste Mondiale, ils restaient sceptiques quant aux assurances de Jacobsohn. Plus encore, la diplomatie sioniste à la Porte était entravée par l'attitude tempérée, ou même hostile, des Juifs proches du groupe dirigeant du C.U.P. Cette position différait de celle des Arabes, Grecs, Arméniens, Albanais et autres groupes dont les membres, quand ils se trouvaient en position influente, aidaient leur compatriotes dans leurs aspirations nationalistes, du moins jusqu'à un certain point. Les Juifs, par contre, quand ils se trouvaient dans des positions analogues, comme les cinq Juifs membres du parlement ottoman, s'abstenaient de la moindre intervention en faveur du Sionisme. Quand ils n'étaient pas passifs, ils œuvraient plutôt contre lui qu'en sa faveur. D'ail-

31. J. M. Landau, *The Hejaz Railway and the Muslim Pilgrimage : A Case of Ottoman Political Propaganda*, Detroit, 1971, Introduction.

32. Voir les livres de Ahmad et Mandel.

33. Voir, *inter alia*, Ali Cenap Yöntem, *Ömer Seyfeddin'in hayatı ve eseri*, 1935 ; K. H. Karpat, "Ömer Seyfeddin and the Transformation of Turkish Thought", *Revue des Études Sud-Est Européennes* 10 (1972), pp. 677-691 ; Yalçın Toker, *Ömer Seyfeddin*, 1973.

34. *Yarınki Turan devleti* fut publié en 1914 et réimprimé depuis.

35. Voir Mordechai Eliav, *David Wolfsohn and His Times : The Zionist Movement 1905-1914*, en hébreu, Tel-Aviv, 1977. À propos des liens avec le C.U.P., voir pp. 144 et suiv.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

leurs, dans les cas qui nous sont connus, ces Juifs, au lieu de modérer l'action anti-sioniste du C.U.P., l'encourageaient plutôt. Je prendrais comme référence trois de ces personnalités qui jouissaient d'un certain crédit auprès du C.U.P. : Emanuel Carasso, Moïse Cohen et Haïm Nahoum.

Emanuel Carasso (mort en 1934), que les Turcs appelaient Kara Su (''Eau Noire''), était un avocat, chef de la loge maçonnique de Salonique, Macedonia Risorta. Grâce à son influence, les Jeunes-Turcs purent utiliser la loge maçonnique pour leurs réunions secrètes. En récompense, après le succès de la révolution des Jeunes-Turcs, il garda une position influente au C.U.P. et devint membre du parlement ottoman, d'abord de Salonique, puis d'Istanbul[36]. Proche de Talat, il était actif dans le domaine économique et garda des liens avec les Juifs, y compris ceux de Berlin, pendant la première guerre mondiale[37]. En tant que nationaliste turc et franc-maçon, Carasso n'avait à peu près aucune sympathie pour le Sionisme, mais à notre connaissance il n'eut aucune action contre lui. Cependant, partant du fait que le Sionisme ne s'adaptait pas suffisamment aux intérêts ottomans[38], Carasso ne contribua pas à la cause sioniste dans les milieux dirigeants ottomans dont il était proche.

Moïse Cohen (1883-1961), né à Seres, vivait à Salonique à l'époque de la révolution des Jeunes-Turcs et (après que Salonique fût conquise par les Grecs en 1912) partit pour Istanbul, où il résida et travailla activement de nombreuses années. C'est une personnalité très intéressante sur laquelle on a assez peu écrit à ce jour[39]. Par son journal personnel non-publié (mais en ma possession) et d'autres preuves, on apprend qu'il était en relations avec des membres du C.U.P. à Salonique et surtout avec Adil Bey qui en était alors le secétaire général. Cohen maintint ses contacts avec eux à Istanbul quand lui-même, aussi bien que l'organe politique du C.U.P., s'y déplacèrent en 1912. Son œuvre importante, en turc et dans différentes langues européennes (sous son propre nom ou sous le pseudonyme de Tekin Alp), comprend plusieurs livres et de nombreux articles sur l'Ottomanisme et encore plus sur le Panturquisme. Elle lui donna une position non-officielle mais influente comme l'un des idéologues majeurs du nouveau nationalisme turc du C.U.P. Cohen était un intellectuel assez caractéristique des groupes minoritaires, un Turc actif à l'esprit vif. Dans

36. Ahmad, *The Young Turks*, p. 173. Farhi, ''Yĕhudey Saloniqi'', pp. 138, 147.
37. Voir Friedman, *The question of Palestine*, pp. 296 et suiv.
38. Idem., *Germany, Turkey and Zionism*, pp. 142-144, 148.
39. La seule monographie est : J. M. Landau, *Tekinalp, Turkish Patriot : 1883-1961*, Istanbul et Leiden, 1984.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

sa jeunesse, il avait fait des études de rabbin et de droit, mais il s'intéressait à des domaines beaucoup plus variés : il avait beaucoup lu sur le socialisme, adhéra à une loge maçonnique à Salonique et montra aussi un certain intérêt pour le Sionisme. Il participa au neuvième congrès sioniste à Hambourg en tant que représentant de Salonique et y fit un long discours[40] qui était beaucoup plus une adhésion à l'Ottomanisme qu'au Sionisme. Après son retour à Salonique, les réserves de Cohen sur le Sionisme s'accrurent progressivement, comme il en fait part dans son journal (à partir de 1910) et dans sa correspondance avec Israel Zangwill (en 1910-1911)[41]. La principale raison de ce recul se trouvait dans ses craintes, en tant que nationaliste turc, que le Sionisme, qu'il concevait comme un mouvement politique séparatiste, pût porter préjudice à l'unité de l'Empire ottoman et causer ainsi un regain d'antisémitisme. La similarité de ses vues à ce sujet avec celles de plusieurs dirigeants du C.U.P. ne peut être une coïncidence, vu qu'elle trouva expression dans les travaux de Cohen à Istanbul aussi (depuis 1912). La question est de savoir s'il avait participé activement à la formulation de la position du C.U.P. ou s'il s'identifiait seulement avec elle et l'avait faite sienne.

Haïm Nahoum (1872-1960) naquit à Manisa et fit des études à Tibériade, Izmir, Istanbul et Paris, où il suivit l'école rabbinique. À Paris, il entra en relation étroite avec plusieurs dirigeants du C.U.P. qui, après le succès de leur révolution, le nommèrent *Haham Başı*, ou Grand Rabbin, de l'Empire ottoman. Il remplit cette fonction jusqu'en 1920, quand il quitta la Turquie. De 1925 à sa mort il fut Grand Rabbin d'Égypte[42]. La fonction de *Haham Başı* était dotée d'un grand prestige et les relations personnelles de Nahoum avec les dirigeants politiques de l'Empire augmentaient encore son pouvoir. Dès 1908, Nahoum se rendait bien compte que le C.U.P. n'accepterait jamais l'établissement d'une unité politique juive autonome en Palestine[43] — d'où ses réserves sur le Sionisme qui, dans la plus pure tradition ottomane, étaient habituellement formulées avec ambiguïté et de manière équivoque. Au vu de la position éminente de Nahoum, différentes tentatives furent faites par les représentants de l'Organisation Sioniste Mondiale pour le persuader de se servir de son crédit auprès des chefs du C.U.P. pour modérer leur antagonisme à l'égard du Sionisme et des activités sionistes dans l'Empire ottoman. On trouve

40. *Stenographisches Protokoll der Verhandlungen des IX. Zionisten-Kongresses in Hamburg*, Köln et Leipzig, 1910, pp. 267-278.

41. ACS, A 36/64.

42. De brèves notices biographiques : *Jüdisches Lexicon*, V. 382, et *Encyclopaedia Judaica* (édition anglaise), XII, 79.

43. Friedman, *Germany, Turkey and Zionism*, p. 141.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

aux Archives Centrales du Sionisme à Jérusalem plusieurs documents concernant ces tentatives : par exemple, en septembre 1910, Victor Jacobsohn essaya — quoique sans succès — de persuader Nahoum de déclarer publiquement que le Sionisme n'avait aucun but séparatiste[44]. Mieux encore, à la fin de cette même année, il semble que Nahoum envoya un émissaire special à Salonique pour y inciter les Juifs à s'opposer au Sionisme[45]. À l'époque courut aussi la rumeur qu'il avait déployé de nombreux efforts pour persuader le C.U.P. de s'opposer au Sionisme[46]. Dans les années suivantes, principalement entre 1911 et 1917, de manière répétée, il prit parti clairement et souvent avec véhémence contre le Sionisme et les dangers que celui-ci était censé représenter pour l'Empire ottoman[47]. Alors que Nahoum prêtait assistance aux Juifs de l'Empire qui avaient besoin de son aide et intercédait en faveur des Juifs en Palestine[48], sa lutte contre-le Sionisme était sans compromis. Ce n'est qu'en 1920 qu'il reconnut à contre-cœur l'importance de la déclaration Balfour, dans un chapitre qu'il écrivit en anglais sur les Juifs de Turquie[49]. Cependant, à ce moment-là, les Jeunes-Turcs n'étaient plus au pouvoir.

En résumé : Il y eut trois Juifs turcs qui auraient pu exercer une influence considérable sur les positions à l'égard du Sionisme adoptées par les gouvernants dans la direction politique ottomane pendant la décennie du pouvoir des Jeunes-Turcs, à savoir : Emanuel Carasso, le politicien ; Moïse Cohen, l'idéologue ; et Haïm Nahoum, le *Haham Başı*. Le premier, pour autant qu'on sache, ne s'engagea d'aucune façon vis-à-vis du Sionisme ; le second exprima des réserves à son égard ; et le troisième le combattit. Il est très probable que leur position explique jusqu'à un certain point la suspicion accrue de plusieurs chefs Jeunes-Turcs à l'égard du Sionisme et leurs résolutions contre lui ; de même que l'activité des Arabes opposants au Sionisme fût amplifiée. D'ailleurs, une prise de position anti-sioniste s'accorde plutôt bien avec chacune des trois idéologies : le Panislamisme, l'Ottomanisme et le Panturquisme.

J. M. L.

44. ACS, Z 2/9, rapport de Jacobsohn, daté d'Istanbul, le 26 décembre 1910.
45. "Brief aus Konstantinopel", ACS, Z 2/10.
46. *Ibid.*
47. *Ibid.*, rapport écrit par De Fresco (éditeur de *El Tiempo*), daté d'Istanbul, le 5 janvier 1910. *Ibid.*, Z 3/66, rapport de Ruppin, daté du 13 septembre 1917.
48. Mandel, *Arabs and Zionism*, pp. 71-72, 144 et suiv, 208. Voir aussi David Farhi, "Documents on the Attitude of the Ottoman Government Towards the Jewish Settlement in Palestine After the Revolution of the Young Turks, 1908-1909", Moshe Ma'oz, éd., *Studies on Palestine During the Ottoman Period*, Jérusalem, 1975, p. 202.
49. Dans un livre édité par E. G. Mears, mentionné par I. Friedman.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

CONSEIL SUPRÊME D'ATATÜRK POUR CULTURE, LANGUE ET HISTOIRE PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ TURQUE D'HISTOIRE
Série VII - N° 117

LES VOYAGEURS DANS L'EMPIRE OTTOMAN (XIVe - XVIe siècles)

BIBLIOGRAPHIE, ITINÉRAIRES ET INVENTAIRE DES LIEUX HABITÉS

STEPHANE YERASIMOS

Ouvrage publié avec le concours de l'Institut Français d'Études Anatoliennes

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TURQUE D'HISTOIRE — ANKARA 1991

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

TABLE DES MATIÈRES

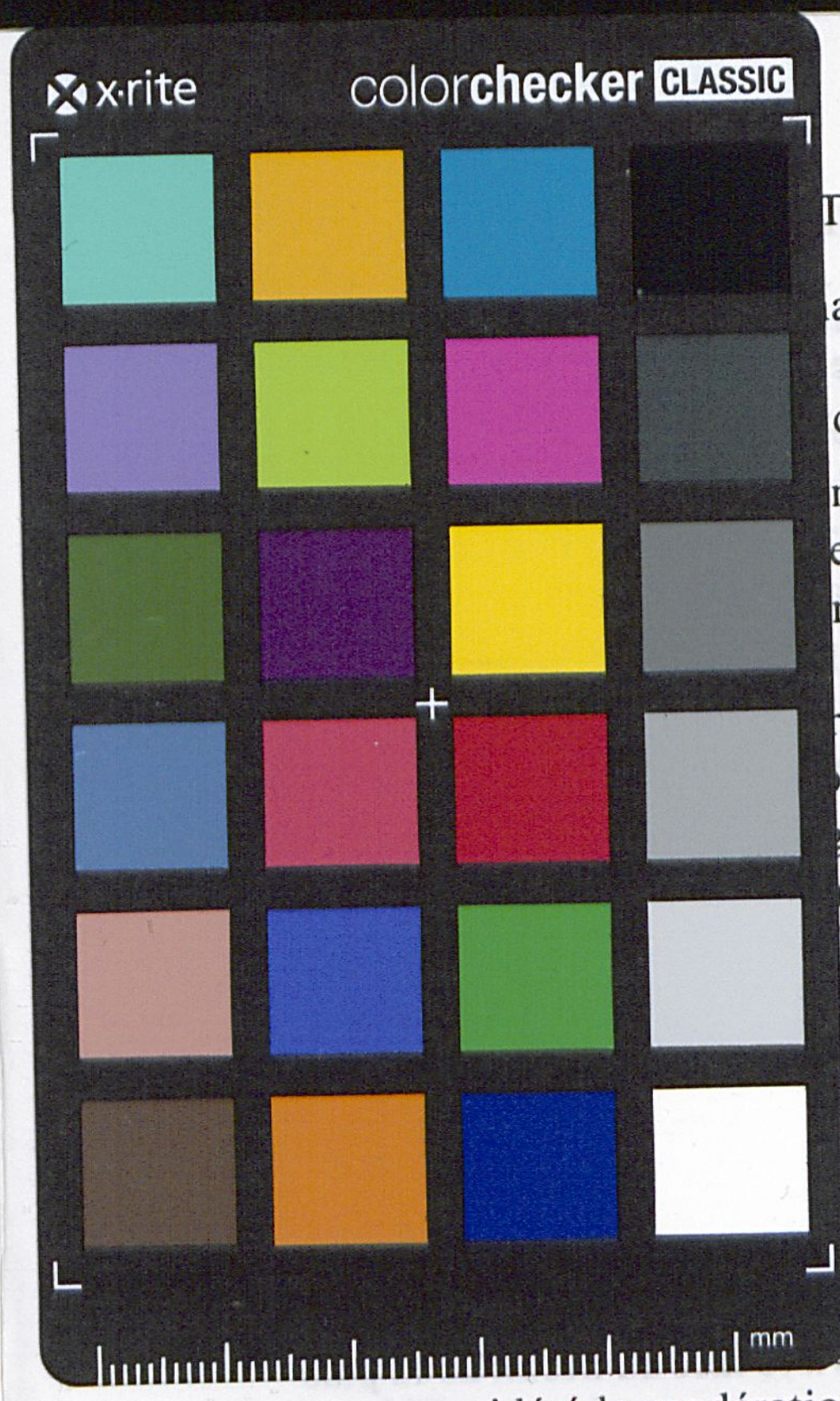
İskender GÖKALP, Quelques remarques sur la politique ferroviaire de la période jeune-turque
Gérard GROC, La presse jeune-turque de langue française
Zafer TOPRAK, The Family, Feminism and the State during the Young Turk Period
Atilla YUCEL, Idées jeunes-turques et architecture : idéologies dans l'architecture contemporaine turque
François GEORGEON, L'économie politique selon Ahmed Midhat
Nedim GÜRSEL, Le discours épique dans le nationalisme de Ziya Gökalp
Robert MANTRAN, Colloque sur les Jeunes-Turcs : bilan et perspectives
Liste des participants et contributeurs
Table des matières

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15

ULB Halle
001 404 89X
3/1

ISBN: 975-428-024-X

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15



ai 1911[11], et le démantèlement des groupes 1914[12] — sont toutes des indications de dissiper les craintes des autorités ottomanes.

marches officielles à l'encontre du Sionisme es comme le résultat des activités de propa- ment de celle des Arabes syriens et palesti- expose très brièvement les soupçons des e des visées politiques sionistes, mais s'étend n arabe à l'intensification de ces soupçons gande contre l'achat de terres en Palestine t, l'approche de Mandel est conditionnée r les Arabes et le Sionisme, qui n'entendait stigation de la politique ottomane a l'égard interprétation s'est vue renforcée par la mise uveaux documents par des érudits menant ent national arabe[14]. Cependant, bien que es études sur une meilleure documentation tion de faits paraisse avoir été plus soigneu- ions restent encore trop extrêmes. Elle a à peine considéré la modération dans la politique ottomane envers le Sionisme juste avant la fin de la première guerre mondiale quand le gouvernement escomptait une aide financière juive extérieure[15], ou les événements de décembre 1917 et janvier 1918 quand Talat Paşa, l'un des dirigeants du C.U.P. et alors grand vizir, indiqua brièvement[16] une certaine tendance à s'accomoder avec le Sionisme dans le but de réagir à la déclaration Balfour[17].

Se référant aux sources citées plus haut et à d'autres encore, on pourrait en déduire que la seconde approche semble la plus proche de la vérité historique. La solution se trouve très probablement dans les archives otto-

11. Voir ACS, dossiers Z 2/427, Z 3/43-44, Z 3/796, Z 3/826-28.
12. ACS, Z 3/48, télégramme de Lichtheim daté de Péra, le 11 avril 1914.
13. Mandel, *op. cit., passim*.
14. Rashid Khalidi, "Arab Nationalism in Syria. The Formative Years, 1908-1914" dans W. W. Haddad et W. Ochsenwald, éds., *Nationalism in a Non-National State : The Dissolution of the Ottoman Empire*, Columbus, 1977, pp. 207-237. Ann Lesch, "The Origin of Palestine Arab Nationalism", *ibid.*, pp. 265-290.
15. Voir Mandel, *Arabs and Zionism*, pp. 163 et suiv.
16. I. Friedman, "The Austro-Hungarian Government and Zionism", *Jewish Social Studies*, 17, n° 4 (octobre 1965), pp. 241-242.
17. *Ibid.*, pp. 236-39. ACS, 3/1486, le rapport de Julius Becker, daté du 24 décembre 1917. À propos de Becker et de son entrevue avec Talat, voir Friedman, *The Question of Palestine*, p. 296.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:5-1192015415-736422544-15